

*L'Adresse—M. Caouette (Témiscamingue)*

Monsieur l'Orateur, dans le domaine des politiques fiscales, je disais tantôt que le gouvernement se réjouit de la hausse des prix, de même que de l'augmentation des revenus des corporations, des grosses compagnies et ceux des individus parce que plus ils sont élevés plus les coffres du gouvernement se garnissent. Les créditistes proposent des exemptions de base à \$3,000 pour un individu, à \$6,000 pour un couple marié, et à \$500 pour chaque enfant âgé de moins de 18 ans. Le système d'imposition lui-même serait simplifié. Aujourd'hui, on paie un tas de taxes à tout le monde, on se perd en conjectures, on ne sait pas où l'on va. D'ailleurs, le gouvernement le dit dans le discours du trône, on a perdu le nord.

Personne sauf les créditistes ne présente de solution de rechange, à moins qu'on prenne les décisions financières pour régler le tout. Voilà pourquoi nous insistons toujours si fermement sur les services de la Banque du Canada, qui est l'institution du Parlement, l'institution du pays.

Je recevais une autre lettre aujourd'hui de Roxton Pond (P.Q.), et je cite:

Cher monsieur Caouette,

Ce matin j'écoutais CKVL au radio. On parlait d'obligations d'épargne à du 9¼ p. 100 d'intérêt. Je ne peux pas comprendre pourquoi le gouvernement a à emprunter de l'argent quand il a sa banque centrale et qu'il peut fabriquer l'argent dont il peut avoir besoin n'importe quand.

L'argent dont il a besoin, pas pour le «fun» d'en faire, mais selon la production dont nous disposons. Je continue à citer:

Cela me paraît une affaire de fou. Puis en même temps un vol envers la population. Ce procédé met toute la nation canadienne dans les dettes. Puis il faut toujours payer des intérêts aux financiers. Pourquoi est-ce que le gouvernement n'abolit pas cette affaire d'intérêt sur l'argent créé qui n'aurait jamais dû voir le jour. A mon sens, c'est la chose la

plus injuste sur ce globe terrestre, c'est une exploitation de la pire espèce.

Un autre problème du pays, les unions qui vont faire monter les prix...

Et je me demande pour voir, est-ce que vous n'êtes pas capables de faire preuve, de faire comprendre cela à vos collègues qu'ils se décident une fois pour toutes de travailler pour le peuple et non pour le financier. Un jour ce sera la catastrophe si cela ne change pas.

On est presque rendu à la catastrophe, monsieur l'Orateur, et on ne veut rien changer. Le régime financier, le régime monétaire, la fiscalité, c'est une chose, mais ce n'est pas le système monétaire. La fiscalité consiste à prendre dans les goussets de l'un pour en mettre dans les goussets de l'autre. Alors, au lieu d'en enrichir un, on appauvrit, on crée deux pauvres au lieu d'un, et les choses vont de mal en pis. Cela s'aggrave jour après jour. La production, je l'ai dit tantôt, est bonne. Les consommateurs existent, mais la distribution aux consommateurs manque.

Nous suggérons donc, depuis de nombreuses années, l'octroi d'un dividende national basé sur les surplus de produits, sur l'écart qui existe véritablement entre les produits et le pouvoir d'achat des revenus actuels. Cela n'entrerait pas dans les prix, ce serait un crédit nouveau émis par la Banque du Canada. On rétablirait l'ordre économique et social à travers le Canada; on n'assisterait plus à des grèves comme celles qui existent aujourd'hui; on verrait plus d'entente régner entre les êtres humains. Et nous, au Parlement, nous aurions accompli notre travail, nous aurions assumé nos responsabilités, pour que tout le peuple canadien soit heureux de l'administration des affaires publiques.

(Sur la motion de M. Lefebvre, la séance est levée à 6 h 21.)